Chers parents d’élèves,

Nous souhaitons par ce courrier vous informer de la raison pour laquelle nous serons en grève ce jeudi 25 janvier.

Nous serons en grève pour défendre le droit des élèves en situation de handicap et/ou en difficulté de bénéficier des conditions d’apprentissage adaptées à leur situation et pour défendre nos conditions de travail.

L’ex-ministre Attal a été contraint de le reconnaître : 23 000 élèves en situation de handicap ne bénéficient pas dans notre pays de places dans des établissements spécialisés alors qu’ils bénéficient pourtant d’une notification de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) en ce sens. Des dizaines de milliers d’autres n’ont pas de place en ULIS (unités localisées pour l’inclusion scolaire), SEGPA (sections d’enseignement général et professionnel adapté), ou services de soin…

Voyant leurs droits bafoués, ces élèves sont scolarisés dans des classes dites « ordinaires » ce qui les place dans les plus grandes difficultés et parfois dans les plus grandes souffrances. Certains sont accompagnés par des AESH (accompagnants d’élèves en situation de handicap), personnels maintenus dans la précarité et sous le seuil de pauvreté, mais beaucoup n’ont pas les heures d’accompagnement qui seraient nécessaires, voire pas d’accompagnement du tout.

Cette situation a malheureusement des conséquences sur les conditions de travail des personnels, qu’ils soient enseignants ou AESH, et qui se retrouvent confrontés à des situations ingérables. Celles-ci peuvent aboutir, trop souvent, à des mises en danger de tous les élèves et adultes des classes concernées qui deviennent de plus en plus nombreuses…

Nous n’acceptons pas ces économies réalisées sur le dos des élèves les plus fragiles.

Et le président Macron compte aller plus loin en annonçant dissoudre les instituts médico-éducatifs (IME), les instituts thérapeutiques éducatifs et pédagogiques (ITEP)… dans les établissements scolaires et en retirant aux MDPH la prescription des modalités d’accompagnements des élèves en situation de handicap.

Aussi, nous serons en grève jeudi 25 janvier pour exiger :

* La défense de l’enseignement spécialisé et adapté,
* Le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux,
* Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH
* Le retrait de l’acte 2 de l’Ecole inclusive qui prévoir la dissolution des établissements spécialisés

Au vu de l’urgence de la situation, nous irons manifester à Paris, devant le ministère de l’Education nationale : une délégation a demandé à être reçue par la nouvelle ministre Mme Oudéa-Castera.

Nous vous tiendrons informés des suites de cette mobilisation et vous remercions de votre compréhesion.